

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2012 — 1404

[C — 2012/29220]

23 MARS 2012. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant divers arrêtés relatifs au statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française et des personnes de droit public qui en relèvent

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le décret du 27 mars 2002 portant création de l'Entreprise publique des Technologies nouvelles, de l'Information et de la Communication de la Communauté française (ETNIC), notamment l'article 13, remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un Institut de la formation en cours de carrière, notamment l'article 45, alinéa 2, remplacé par le décret du 27 février 2003;

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », notamment l'article 24, § 2, modifié par le décret du 27 février 2003 et du 26 mars 2009;

Vu le décret coordonné du 26 mars 2009 sur les services de médias audiovisuels, notamment l'article 140, § 3, alinéa 4;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant le statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de secteur XVII;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 octobre 2011;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 22 septembre 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 17 octobre 2011;

Vu l'avis du Comité de direction du Ministère de la Communauté française, donné le 12 décembre 2011;

Vu l'avis du Conseil de direction du Conseil supérieur de l'Audiovisuel, donné le 25 novembre 2011;

Vu l'avis du Conseil de direction de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 21 novembre 2011;

Vu le protocole n° 401bis du Comité de secteur XVII, conclu le 7 novembre 2011;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 50.771/2, donné le 16 janvier 2012 dans un délai ne dépassant pas 30 jours en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant qu'en ce qui concerne l'Entreprise des technologies nouvelles de l'information et de la communication et l'Institut de formation en cours de carrière, les conseils de direction de ces organismes n'ont pas répondu à la demande d'avis qui leur a été adressée dans le délai d'urgence de 10 jours, conformément à l'article 4 de l'arrêté du 22 juillet 1996 portant le statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, rendu applicable à ces organismes en application de l'article 1^{er} des arrêtés du Gouvernement de la Communauté française respectivement du 3 octobre 2002 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Entreprise des technologies nouvelles de l'information et de la communication de la Communauté française et du 3 mars 2004 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel de l'Institut de formation en cours de carrière et qu'en application de ces dispositions les avis sont réputés favorables;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française*

Article 1^{er}. L'article 26 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 décembre 2008, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 26. Dans le mois qui précède l'issue du stage, les autorités qui établissent les rapports de stage en application de l'article 23, proposent, selon le cas, à l'autorité qui exerce le pouvoir de nomination :

1° la nomination du stagiaire;

2° la prolongation du stage au maximum d'un tiers de sa durée;

3° le licenciement du stagiaire. »

Art. 2. L'article 107 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1^{er} juillet 2010, est modifié comme suit :

1° au § 1^{er}, il est ajouté un cinquième alinéa rédigé comme suit : « La suppléance du fonctionnaire général peut être assurée par un fonctionnaire général honoraire. »

2° au § 3, 2^e alinéa, les mots « il est désigné un suppléant » sont remplacés par les mots « il est désigné un maximum de trois suppléants ».

CHAPITRE II. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII*

Art. 3. A l'article 108/2 de l'arrêté du 2 juin 2004 relatif aux congés et aux absences des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public relevant du Comité de secteur XVII, inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française de 23 janvier 2009, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « à la condition que l'autorité auprès de laquelle l'agent accomplit ses services s'engage au remboursement de la charge budgétaire totale » sont supprimés;

2° à l'alinéa 2, la dernière phrase est remplacée par la suivante : « Sauf si le Gouvernement en décide autrement en application d'un accord de coopération passé entre la Communauté française et un autre niveau de pouvoir, le service d'origine réclame à l'institution auprès de laquelle l'agent est en congé le remboursement de la charge budgétaire totale. »;

3° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 : « La charge budgétaire totale comprend les cotisations patronales, le traitement, le pécule de vacances, l'allocation de foyer ou de résidence, l'allocation de fin d'année ainsi que toute autre allocation ou indemnité qui est liquidée par le service d'origine. »

Art. 4. Dans le Chapitre VIII du même arrêté, il est inséré une section 5, comportant l'article 108/3, rédigée comme suit :

« Section 5. — Congé pour l'exercice d'une fonction au sein du cabinet d'un mandataire local.

Art. 108/3. L'agent peut obtenir un congé pour exercer une fonction auprès d'un mandataire provincial, communal ou d'un centre public d'aide sociale, à la condition que l'autorité auprès de laquelle l'agent accomplit ses services s'engage au remboursement de la charge budgétaire totale.

Le congé est rémunéré et est assimilé à une période d'activité de service.

Le service d'origine réclame à l'institution auprès de laquelle l'agent est en congé le remboursement de la charge budgétaire totale.

La charge budgétaire totale comprend les cotisations patronales, le traitement, le pécule de vacances, l'allocation de foyer ou de résidence, l'allocation de fin d'année ainsi que toute autre allocation ou indemnité qui est liquidée par le service d'origine. »

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 5. L'article 3 du présent arrêté produit ses effets à partir du 16 juillet 2009.

Art. 6. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 23 mars 2012.

Le Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2012 — 1404

[C — 2012/29220]

23 MAART 2012. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van diverse besluiten betreffende het statuut van de ambtenaren van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap en van de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van 27 maart 2002 houdende de oprichting van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap (ETNIC), inzonderheid op artikel 13, vervangen bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 11 juli 2002 betreffende de opleiding tijdens de loopbaan in het buitengewoon onderwijs, het gewoon secundair onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra en tot oprichting van een instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, inzonderheid op artikel 45, tweede lid, vervangen bij het decreet van 27 februari 2003;

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « O.N.E. », inzonderheid op artikel 24, § 2, gewijzigd bij het decreet van 27 februari 2003 en 26 maart 2009;

Gelet op het gecoördineerde decreet van 26 maart 2009 betreffende de audiovisuele mediadiensten, inzonderheid op artikel 140, § 3, vierde lid;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende de verlopen en afwezigheden van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 oktober 2011;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken van 22 september 2011;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 17 oktober 2011;

Gelet op het advies van het Directiecomité van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, gegeven op 12 december 2011;

Gelet op het advies van de Directieraad van de Hoge Raad voor de Audiovisuele sector, gegeven op 25 november 2011;

Gelet op het advies van de Directieraad van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « O.N.E. », gegeven op 21 november 2011;

Gelet op het protocol nr. 401bis van het Sectorcomité XVII, afgesloten op 7 november 2011;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 50.771/2, gegeven op 16 januari 2012 binnen een termijn van hoogstens 30 dagen met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat wat betreft het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën en het Instituut voor opleidingen tijdens de loopbaan, de directieraden van deze instellingen niet aan de aanvraag om advies hebben beantwoord die ze gekregen hadden binnen de spoedeisende termijn van 10 werkdagen overeenkomstig artikel 4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, dat van toepassing is op deze instellingen met toepassing van artikel 1 van de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 oktober 2002 tot vaststelling van het administratief en geldelijk statuut van het personeel van het Overheidsbedrijf voor de Nieuwe Informatie- en Communicatietechnologieën van de Franse Gemeenschap en van 3 maart 2004 tot vaststelling van het administratief statuut en het geldelijk statuut van het personeel van het "Institut de la Formation en cours de carrière" (Instituut voor Opleidingen tijdens de loopbaan) en dat met toepassing van deze bepalingen de adviezen als gunstig worden geacht;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingsbepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap

Artikel 1. Artikel 26 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 december 2008, wordt vervangen als volgt :

« Art. 26. Binnen de maand vóór het einde van de stage stellen de overheden die het stageverslag opstellen met toepassing van artikel 23 naargelang van het geval de tot benoemen bevoegde overheid voor :

1° de benoeming van de stagiair;

2° de verlenging van de stage met ten hoogste een derde van haar duur;

3° de afdanking van de stagiair. »

Art. 2. Artikel 107 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 juli 2010, wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1, wordt een vijfde lid toegevoegd, luidend als volgt :

« De plaatsvervangende voor de ambtenaar-generaal kan waargenomen worden door een ere-ambtenaar-generaal. »

2° in § 3, tweede lid, worden de woorden « wordt een plaatsvervanger aangesteld » vervangen door de woorden « worden hoogstens drie plaatsvervangers aangesteld ».

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingsbepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende de verloven en afwezigheden van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren*

Art. 3. In artikel 108/2 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 juni 2004 betreffende de verloven en afwezigheden van de personeelsleden van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, ingevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 januari 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « op voorwaarde dat de overheid waarbij de ambtenaar zijn diensten uitoefent zich ertoe verbindt de budgettaire last terug te betalen » geschrapt;

2° in het tweede lid wordt de laatste zin vervangen als volgt : « Behalve als de Regering er anders over beslist met toepassing van een samenwerkingsakkoord afgesloten tussen de Franse Gemeenschap en een ander bevoegdheidsniveau, vraagt de oorspronkelijke dienst aan de instelling waar de ambtenaar met verlof is de terugbetaling van de totale budgettaire last;

3° er wordt een lid ingevoegd tussen het tweede en het derde lid, luidend als volgt : «de globale budgettaire last omvat de werkgeversbijdragen, de wedde, het vakantiegeld, de haardtoelage of de standplaatstoelage, de eindejaarstoelage alsook elke andere toelage of uitkering die door de oorspronkelijke dienst wordt uitbetaald. »

Art. 4. In hoofdstuk VIII van hetzelfde besluit wordt een afdeling 5 ingevoegd, met artikel 108/3, luidend als volgt :

« *Afdeling 5.* — Verlof voor de uitoefening van een ambt in een kabinet van een lokaal mandataris.

Art. 108/3. De ambtenaar kan een verlof bekomen om een ambt uit te oefenen bij een provinciaal mandataris, een gemeentelijk mandataris of een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn op voorwaarde dat de overheid waarbij de ambtenaar zijn diensten uitoefent zich ertoe verbindt de budgettaire last terug te betalen.

Het verlof wordt bezoldigd en gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

De oorspronkelijke dienst vraagt aan de instelling waar de ambtenaar met verlof is de terugbetaling van de totale budgettaire last.

De totale budgettaire last omvat de werkgeversbijdragen, de wedde, het vakantiegeld, de haardtoelage of de standplaatstoelage, de eindejaarstoelage alsook elke andere toelage of uitkering die door de oorspronkelijke dienst wordt uitbetaald.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 5. Artikel 3 van dit besluit heeft uitwerking met ingang van 16 juli 2009.

Art. 6. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 23 maart 2012.

De Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2012 — 1405

[C — 2012/29222]

28 MARS 2012. — **Arrêté ministériel modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 juin 2004 organisant le recueil standardisé d'informations sanitaires en application des décrets du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école et du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités**

La Ministre de la Santé,

Vu le décret du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école, l'article 8;

Vu le décret du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités, l'article 9;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 juin 2004 organisant le recueil standardisé d'informations sanitaires en application des décrets du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école et du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités, l'article 6, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 juillet 2006;

Vu l'avis de la Commission de la Promotion de la Santé à l'Ecole, donné le 20 octobre 2011;

Considérant la difficulté de nombreux services PSE à assurer l'encodage des données sanitaires et la nécessaire définition préalable des indicateurs socio-sanitaires adéquats à collecter auprès des élèves de l'enseignement secondaire;

Considérant que ces indicateurs socio-sanitaires, utiles à l'élaboration d'une politique de santé communautaire pour les jeunes, ne sont pas définis à ce jour;

Considérant qu'il est indispensable de définir le contenu de ces informations sanitaires afin de poursuivre l'extension du recueil standardisé d'informations sanitaires,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 6 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 juin 2004 organisant le recueil standardisé d'informations sanitaires en application des décrets du 20 décembre 2001 relatif à la promotion de la santé à l'école et du 16 mai 2002 relatif à la promotion de la santé dans l'enseignement supérieur hors universités est remplacé comme suit: